F 89 — 556

6 MARS 1989. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 5 juin 1985 nommant les membres et le secrétaire du Comité paritaire d'apprentissage des constructions métallique, mécanique et électrique (1)

—

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, notamment l'article 49, modifié par la loi du 24 juillet 1987;

Vu l'arrêté royal du 13 juin 1984 déterminant le règlement type des comités paritaires d'apprentissage, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 1985 nommant les membres et le secrétaire du Comité paritaire d'apprentissage des constructions métallique, mécanique et électrique, modifié par les arrêtés ministériels des 20 juin 1986, 18 septembre 1986, 15 décembre 1986, 13 janvier 1988, 29 mars 1988, 21 juin 1988, 3 novembre 1988 et 26 janvier 1989;

Sur la proposition de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique,

Arrête :

Article 1er. M. Lievens, Paul, à 9300 Aalst, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation des travailleurs, membre suppléant du Comité paritaire d'apprentissage des constructions métallique, mécanique et électrique, en remplacement de M. De Batselier, Georges, à 9371 Lebbeke, dont il achèvera le mandat.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er février 1989.

Bruxelles, le 6 mars 1989.

L. VAN DEN BRANDE

N. 89 — 556

6 MAART 1989. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 5 juni 1985 tot benoeming van de leden en de secretaris van het Paritair Leercomité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw (1)

—

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst, inzonderheid op artikel 49, gewijzigd door de wet van 24 juli 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juni 1984 tot vaststelling van het modelreglement van de paritaire leercomités, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 juni 1985 tot benoeming van de leden en de secretaris van het Paritair Leercomité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 20 juni 1986, 18 september 1986, 15 december 1986, 13 januari 1988, 29 maart 1988, 21 juni 1988, 3 november 1988 en 26 januari 1989;

Op voorstel van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw,

Besluit :

Artikel 1. De heer Lievens, Paul, te 9300 Aalst, wordt, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Leercomité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, ter vervanging van de heer De Batselier, Georges, te 9371 Lebbeke, wiens mandaat hij zal voleindigen.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 1989.

Brussel, 6 maart 1989.

L. VAN DEN BRANDE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 89 — 557

—

22 DECEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif fixant les conditions d'octroi, de suspension et de retrait de l'autorisation de distribution des programmes des organismes de télévision extérieurs conformément à l'article 22, § 2 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel

—

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret sur l'audiovisuel du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, modifié par le décret du 20 juillet 1988, et, notamment, l'article 22;

Vu les avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel des 13 novembre 1987 et 22 décembre 1987;

Vu les avis du Conseil d'Etat;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 19 juillet 1983, *Moniteur belge* du 31 août 1983.

Loi du 24 juillet 1987, *Moniteur belge* du 28 août 1987.

Arrêté royal du 13 juin 1984, *Moniteur belge* du 6 juillet 1984.

Arrêté ministériel du 5 juin 1985, *Moniteur belge* du 12 septembre 1985.

Arrêté ministériel du 20 juin 1986, *Moniteur belge* du 10 juillet 1986.

Arrêté ministériel du 18 septembre 1986, *Moniteur belge* du 2 octobre 1986.

Arrêté ministériel du 15 décembre 1986, *Moniteur belge* du 1er janvier 1987.

Arrêté ministériel du 13 janvier 1988, *Moniteur belge* du 26 janvier 1988.

Arrêté ministériel du 29 mars 1988, *Moniteur belge* du 7 avril 1988.

Arrêté ministériel du 21 juin 1988, *Moniteur belge* du 13 juillet 1988.

Arrêté ministériel du 3 novembre 1988, *Moniteur belge* du 24 novembre 1988.

Arrêté ministériel du 26 janvier 1989, *Moniteur belge* du 9 février 1989.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 19 juli 1983, *Belgisch Staatsblad* van 31 augustus 1983.

Wet van 24 juli 1987, *Belgisch Staatsblad* van 28 augustus 1987.

Koninklijk besluit van 13 juni 1984, *Belgisch Staatsblad* van 6 juli 1984.

Ministerieel besluit van 5 juni 1985, *Belgisch Staatsblad* van 12 september 1985.

Ministerieel besluit van 20 juni 1986, *Belgisch Staatsblad* van 10 juli 1986.

Ministerieel besluit van 18 september 1986, *Belgisch Staatsblad* van 2 oktober 1986.

Ministerieel besluit van 15 december 1986, *Belgisch Staatsblad* van 1 januari 1987.

Ministerieel besluit van 13 januari 1988, *Belgisch Staatsblad* van 26 januari 1988.

Ministerieel besluit van 29 maart 1988, *Belgisch Staatsblad* van 7 april 1988.

Ministerieel besluit van 21 juni 1988, *Belgisch Staatsblad* van 13 juli 1988.

Ministerieel besluit van 3 november 1988, *Belgisch Staatsblad* van 24 november 1988.

Ministerieel besluit van 26 januari 1989, *Belgisch Staatsblad* van 9 februari 1989.

Sur proposition de notre Ministre-Président,

Arrêtons :

Article 1er. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° « L'organisme extérieur » toute station de radiodiffusion télévisuelle autorisée par l'Etat étranger dans lequel elle a son siège social et dont les programmes sont distribués et accessibles à l'ensemble du public ou une partie de celui-ci;

2° « L'organisme de la Communauté française » toute station de radiodiffusion télévisuelle autorisée par la Communauté française sur toute l'étendue de la Région de langue française et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 2. La distribution dans la Communauté française des programmes d'un organisme extérieur est autorisée en application de l'article 22, § 2 du décret du 17 juillet 1987 moyennant la communication préalable à l'Exécutif des données suivantes :

1° ses statuts, le nom de son représentant légal, la composition de son conseil d'administration ou de son organe de gestion, le montant du capital et sa répartition, l'indication du siège social et du siège d'exploitation et le mode de financement du service des programmes qu'il fournit ou désire fournir;

2° les conditions relatives à la transmission technique de son programme ainsi qu'à l'étendue des zones couvertes par la transmission.

Toute modification ultérieure à une des données visées au 1° ci-dessus est à communiquer à l'Exécutif.

Art. 3. § 1er. La distribution des programmes des organismes extérieurs dans la Communauté française est autorisée moyennant le respect des conditions précisées dans les paragraphes suivants.

§ 2. Pour autant qu'il ne participe pas déjà à une convention avec les télédistributeurs, l'organisme extérieur doit garantir la prise en charge de tous les droits d'auteur et droits voisins, pour la reproduction, la transmission et la distribution par câble des programmes transmis dans la Communauté française et ce, à la décharge de toute obligation pour le télédistributeur.

A cette fin, les autorisations préalables doivent être obtenues auprès des titulaires de droits ou des sociétés qui le représentent et doivent être exécutoires sous conditions suspensive d'octroi de l'autorisation par l'Exécutif.

§ 3. L'organisme extérieur doit respecter les conventions internationales auxquelles la Belgique, la Communauté ou la Région sont ou seront parties, ainsi que les dispositions législatives et réglementaires régissant directement ou indirectement ses activités.

§ 4. Selon des modalités à fixer dans une convention conclue entre l'Exécutif et l'organisme extérieur, ce dernier s'interdit d'acquérir en matière d'œuvres de fiction des droits d'exclusivité et de priorité relatifs à la diffusion de ses œuvres à l'égard des organismes de la Communauté française sur des réseaux câblés dépendant de la Communauté française de Belgique. Il s'engage, en outre, à permettre aux organismes de la Communauté française d'acquérir, chaque fois que ces chaînes le souhaitent, des droits de priorité de diffusion en Belgique de ces mêmes œuvres.

§ 5. Selon des modalités à fixer dans une convention conclue entre l'Exécutif et l'organisme extérieur, ce dernier s'interdit d'acquérir des droits d'exclusivité ou de priorité à l'égard des organismes de la Communauté française, concernant la retransmission sur les réseaux câblés dépendant de la Communauté française de Belgique d'événements sportifs ou d'événements d'intérêt majeur ayant lieu en dehors du territoire belge.

Il s'interdit, en outre, d'acquérir des droits de retransmission d'événements sportifs ayant lieu en Belgique sauf accord préalable des organismes de la Communauté française.

Art. 4. La distribution des programmes visées à l'article 3 est soumise aux obligations suivantes :

1° les informations et communications doivent se faire dans un esprit de rigoureuse impartialité et dans un souci d'objectivité;

2° les émissions programmées par l'organisme extérieur ne peuvent favoriser un courant de pensée, de croyance ou d'opinion;

3° il est interdit à l'organisme extérieur de programmer des émissions contraires à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou susceptibles de constituer un outrage aux convictions d'autrui ou une offense à l'égard d'un Etat étranger;

4° l'organisme extérieur est tenu d'avertir les téléspectateurs, selon des modalités fixées dans la convention conclue avec l'Exécutif et l'organisme extérieur, lorsqu'il programme des émissions susceptibles de heurter leur sensibilité et particulièrement celle des enfants et des adolescents;

5° une part des films, téléfilms et sérieus diffusées par l'organisme extérieur doit, selon des modalités à fixer dans une convention conclue entre l'Exécutif soit être d'expression française en version originale soit provenir de pays membres du Conseil de l'Europe.

Art. 5. § 1er. La distribution en Communauté française des programmes des organismes extérieurs financés pour plus de septante-cinq pour cent par la publicité et le parrainage, ou dont les émissions ne peuvent être captées que moyennant paiement, est soumise, dans les conditions précisées aux paragraphes suivants et aux articles 6 et 7, à un apport destiné à promouvoir la production audiovisuelle.

§ 2. L'organisme extérieur désigné ci-dessus et relevant d'un Etat membre de la CEE doit contribuer à la promotion de la production culturelle audiovisuelle de la Communauté française et de pays de la CEE, selon des modalités à fixer par convention conclue avec l'Exécutif.

L'organisme extérieur, désigné ci-dessus et ayant son siège social dans un Etat non membre de la CEE doit contribuer à la production audiovisuelle de la Communauté française, selon des modalités à fixer par convention conclue avec l'Exécutif.

§ 3. Le montant de l'apport des organismes extérieurs est calculé sur base d'une part d'audience moyenne annuelle exprimée en points à l'échéance de la première année qui suit l'acte d'autorisation.

Ces éléments sont fournis par la société ou l'organisme de sondages désigné par l'Exécutif de la Communauté française.

Ils ne peuvent être inférieurs aux chiffres cités par l'organisme extérieur dans des documents officiels ou promotionnels.

Au cas où les émissions de l'organisme extérieur sont soumises à une paiement le montant de l'apport est calculé sur base du nombre d'abonnés au 31 décembre de l'année écoulée. Ces éléments sont fournis par l'organisme et par les sociétés de télédistribution.

§ 4. Le montant de l'apport annuel de l'organisme extérieur ne sera en aucun cas inférieur à 10 millions de francs belges.

Cette somme constitue également le montant unitaire minimal des points de part d'audience obtenus au cours de l'année écoulée par l'organisme. Ce montant peut être revu à la hausse selon des modalités à fixer par convention acceptée par l'Exécutif.

Au cas où les émissions de l'organisme sont soumises à un paiement, cette somme constitue également le montant unitaire minimal par tranche de 3 650 abonnés.

L'apport exigible ne peut, en principe, être proportionnellement supérieur aux obligations similaires faites aux organismes de la Communauté française.

Art. 6. § 1er. Selon des modalités à fixer par convention conclue avec L'Exécutif, l'apport est consacré à l'achat de programmes, la production ou la coproduction de programmes de qualité, proposés par l'organisme extérieur et agréés par l'Exécutif.

§ 2. L'organisme extérieur doit consacrer, selon des modalités à fixer par convention conclue avec l'Exécutif, une part de son budget annuel de programmation à l'acquisition de programmes qui sont :

— soit produits dans la Communauté française;

— soit coproduits par l'organisme extérieur et des personnes physiques ou morales dont la résidence ou le siège social est situé dans la Région de langue française ou dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

— soit coproduits par l'organisme extérieur et des sociétés dont le siège social est situé dans un pays de la Communauté économique européenne.

§ 3. Ces programmes sont produits ou coproduits par l'organisme extérieur avec des personnes physiques ou morales en principe indépendantes de l'organisme et dont le siège social se trouve en Région de langue française, dans la Région de Bruxelles-Capitale ou dans un pays de la Communauté économique européenne.

Art. 7. Des conditions complémentaires d'application de l'apport peuvent être prévues selon des modalités à fixer par convention conclue avec l'Exécutif.

Art. 8. Les obligations découlant du présent arrêté font l'objet d'une convention conclue entre l'Exécutif et l'organisme extérieur. Cette convention sera jointe à l'arrêté d'autorisation.

Art. 9. Chaque année, au plus tard dans les deux mois suivant la date anniversaire de l'autorisation, l'organisme fournit à l'Exécutif un rapport permettant d'établir s'il a été satisfait au prescrit des points énoncés aux articles 5, 6 et 7.

Art. 10. En cas de manquement aux dispositions précitées, la convention passée entre l'Exécutif et l'organisme extérieur prévoit les modalités de mise à disposition dans un « Fonds cinématographique » et « Fonds de la production télévisuelle », tels que visés au titre IV, chapitre III, article 66, litteras 09 et 31 du décret du 17 juin 1988 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1988, de la part de l'apport non utilisé conformément aux conditions prévues aux articles 5, 6 et 7.

Art. 11. En cas de manquement aux dispositions du présent arrêté, un seul avertissement est adressé à l'organisme extérieur par lettre recommandée.

Si au terme d'une période de deux mois à dater de l'avertissement, les obligations de l'organisme extérieur ne sont toujours pas respectées, l'autorisation peut être suspendue par l'Exécutif, pour une période de trois mois, après avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel.

La suspension est automatiquement levée dès que l'organisme extérieur fournit la preuve du respect de ses obligations. La décision de l'Exécutif, dûment motivée, est adressé par lettre recommandée à l'organisme extérieur.

Si les causes de la suspension n'ont pas disparu au terme de la période de suspension, l'Exécutif peut procéder au retrait de l'autorisation après avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel.

Cette décision dûment motivée est adressée par lettre recommandée à l'organisme extérieur.

Art. 12. L'Exécutif qui a l'audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 décembre 1988.

Par l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,
V. FEAUX

VERTALING

—

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

—

N. 89 — 557

22 DECEMBER 1988. — Besluit van de Executieve tot vaststelling van de voorwaarden voor de verlening, de opschorting en de intrekking van de vergunning voor de distributie van de programma's van de externe televisieïnstellingen overeenkomstig artikel 22, § 2, van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector

—

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 1988, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op de adviezen van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van 13 november 1987 en 22 december 1987;

Gelet op de adviezen van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter,

Besluiten :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° de « Externe instelling », elk radio-omroepstation voor televisieuitzendingen, gemachtigd door de buitenlandse Staat waarin zijn maatschappelijke zetel gevestigd is en waarvan de programma's verdeeld worden en toegankelijk zijn voor heel het publiek of voor een deel ervan;

2° de « Instelling van de Franse Gemeenschap », elk radio-omroepstation voor televisieuitzendingen, gemachtigd door de Franse Gemeenschap over heel het Frans taalgebied en het gebied Brussel-Hoofdstad.

Art. 2. Voor de distributie, binnen de Franse Gemeenschap, van de programma's van een externe instelling, kan een vergunning worden verleend bij toepassing van artikel 22, § 2, van het decreet van 17 juli 1987, mits voorafgaande mededeling aan de Executieve van de volgende gegevens :

1° haar statuten, de naam van haar wettelijke vertegenwoordiger, de samenstelling van haar raad van bestuur of van haar beheersorgaan, het bedrag van het kapitaal en de verdeling ervan, de maatschappelijke zetel en de bedrijfszetel, en de wijze waarop de programma's die ze bezorgt of wenst te bezorgen, worden gefinancierd:

2° de voorwaarden met betrekking tot de technische transmissie van haar programma alsook tot de uitgestrektheid van de transmissiezones.

Elke latere wijziging van een van de in 1° hierboven bedoelde gegevens moet aan de Executieve worden medegedeeld.

Art. 3. De distributie van de programma's van de externe instellingen in de Franse Gemeenschap is toegelaten mits naleving van de in de volgende paragrafen nader bepaalde voorwaarden.

§ 2. Voor zover ze niet al een overeenkomst met de teledistributiemaatschappijen heeft gesloten, moet de externe instelling de tenlasteneming waarborgen van alle auteursrechten en gelijksoortige rechten, voor de reproduktie, de transmissie en de distributie langs de kabel, van de programma's uitgezonden in de Franse Gemeenschap, en dit tot ontlasting van elke verplichting voor de teledistributiemaatschappij.

Daartoe moeten de voorafgaande vergunningen worden bekomen bij de houders van rechten of bij de maatschappijen die ze vertegenwoordigen en moeten ze uitvoerbaar zijn onder voorwaarde tot opschorting van de verlening van de vergunning door de Executieve.

§ 3. De externe instelling moet de internationale overeenkomsten nakomen waarbij België, de Gemeenschap of het Gewest partij zijn of zullen zijn, alsook de wettelijke en verordeningsbepalingen die haar activiteiten rechtstreeks of onrechtstreeks regelen.

§ 4. Volgens regels die nader te bepalen zijn in een overeenkomst gesloten tussen de Executieve en de externe instelling, verbindt laatstgenoemde zich, inzake fictie-werken, geen exclusiviteits- en prioriteitsrechten ten opzichte van de instellingen van de Franse Gemeenschap te zullen verwerven met betrekking tot de uitzending van haar werken op kabelnetten die van de Franse Gemeenschap van België afhangen. Ze verbindt er zich bovendien toe de instellingen van de Franse Gemeenschap toe te laten, telkens wanneer deze netten het verlangen, prioriteitsrechten te verwerven voor de uitzending van die werken in België.

§ 5. Volgens regels die nader te bepalen zijn in een overeenkomst gesloten tussen de Executieve en de externe instelling, verbindt laatstgenoemde zich geen exclusiviteits- en prioriteitsrechten ten opzichte van de instellingen van de Franse Gemeenschap te zullen verwerven met betrekking tot de uitzending, op kabelnetten die van de Franse Gemeenschap van België afhangen, van sportmanifestaties of van evenementen die buiten het Belgisch grondgebied plaatsvinden.

Ze verbindt er zich bovendien toe geen rechten te zullen verwerven voor de uitzending van sportmanifestaties die in België plaatsvinden, behoudens voorafgaande toestemming van de instellingen van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De distributie van de in artikel 3 bedoelde programma's is onderworpen aan de volgende verplichtingen :

1° de berichtgeving en de mededelingen dienen te geschieden in een geest van strikte onpartijdigheid, de objectiviteit nastrevend;

2° de door de externe instelling geprogrammeerde uitzendingen mogen geen denk-, geloofs- of opiniestrekking bevoordelen;

3° het is de externe instelling verboden uitzendingen te programmeren die strijdig zijn met de openbare orde, de goed zeden of die een vergrijp tegen de overtuigingen van anderen of een belediging van een vreemde Staat zouden kunnen zijn;

4° de externe instelling is verplicht de televisiekijkers te waarschuwen, volgens de regels die nader te bepalen zijn in een overeenkomst gesloten tussen de Executieve en de externe instelling, wanneer ze uitzendingen programmeert die hun gevoeligheid in inzonderheid die van de kinderen en van de adolescenten zouden kunnen krenken;

5° een deel van de films, telefilms en series die door de externe instelling worden uitgezonden, moet, volgens regels die nader te bepalen zijn in een overeenkomst die te sluiten is tussen de Executieve en de externe instelling, ofwel in oorspronkelijke Franse versie zijn, ofwel uit landen komen die lid zijn van de Raad van Europa.

Art. 5. §1. De distributie in de Franse Gemeenschap van programma's van externe instellingen, voor meer dan vijfenzeventig percent door reklame en sponsoring gefinancierd, of waarvan de uitzendingen slechts mits betaling kunnen worden ontvangen, is onderworpen, onder de voorwaarden bepaald in de volgende paragrafen en in de artikelen 6 en 7, aan een inbreng bestemd voor de bevordering van de audiovisuele produktie.

§ 2. De hierboven bedoelde externe instelling die onder een lidstaat van de EEG resorteert, moet bijdragen tot de bevordering van de audiovisuele culturele produktie van de Franse Gemeenschap en van EEG-landen, volgens regels die nader te bepalen zijn in een overeenkomst die met de Executieve te sluiten is.

De hierboven bedoelde externe instelling waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in een Staat die geen lid van de EEG is, moet bijdragen tot de audiovisuele produktie van de Franse Gemeenschap, volgens regels die nader te bepalen zijn in een overeenkomst die met de Executieve te sluiten is.

§ 3. Het bedrag van de inbreng van de externe instellingen wordt berekend op basis van een percentage van de jaarlijkse gemiddelde kijkdichtheid, in punten uitgedrukt op het einde van het eerste jaar dat op de vergunningsakte volgt.

Deze gegevens worden verstrekt door de peilingsmaatschappij of -instelling aangewezen door de Executieve van de Franse Gemeenschap. Ze mogen niet lager zijn dan de cijfers opgegeven door de externe instelling in officiële of publicitaire documenten.

Ingeval de uitzendingen van de externe instelling aan een betaling onderworpen zijn, wordt het bedrag van de inbreng berekend op basis van het aantal geabonneerden op 31 december van het afgelopen jaar. Deze gegevens worden verstrekt door de instelling en door de teledistributiemaatschappijen.

§ 4. Het bedrag van de jaarlijkse inbreng van de externe instelling zal in geen geval lager zijn dan tien miljoen Belgische frank.

Deze som maakt ook het minimaal eenheidsbedrag uit van de punten voor het percentage van de kijkdichtheid die de instelling tijdens het afgelopen jaar heeft behaald. Dit bedrag kan worden opgetrokken volgens nadere regels die vast te stellen zijn bij een overeenkomst die door de Executieve wordt aanvaard.

Ingeval de uitzendingen van de instelling aan een betaling onderworpen zijn, maakt deze som ook het minimaal eenheidsbedrag per schijf van 3 650 geabonneerden uit.

De opeisbare inbreng mag in principe proportioneel niet hoger zijn dan de gelijksoortige verplichtingen, opgelegd aan de instellingen van de Franse Gemeenschap.

Art. 6. § 1. Volgens nadere regels die vast te stellen zijn bij een overeenkomst die met de Executieve wordt gesloten, wordt de inbreng bestemd voor de aankoop van programma's, de produktie of de coproduktie van kwaliteitsprogramma's, aangeboden door de externe instelling en erkend door de Executieve.

§ 2. Volgens nadere regels die vast te stellen zijn bij een overeenkomst die met de Executieve wordt gesloten, moet de externe instelling een deel van haar jaarlijkse programmatiebegroting bestemmen voor de aankoop van programma's die :

— ofwel in de Franse Gemeenschap worden geproduceerd;

— ofwel een coproduktie zijn tussen de externe instelling en natuurlijke of rechtspersonen van wie de verblijfplaats of de maatschappelijke zetel gelegen is in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

— ofwel een coproduktie zij tussen de externe instelling en maatschappijen waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is in een land van de Europese Economische Gemeenschap.

§ 3. Deze programma's zijn produkties of coprodukties van de externe instelling in samenwerking met natuurlijke of rechtspersonen die in principe onafhankelijk zijn van de instelling en van wie de maatschappelijke zetel gelegen is in het Frans taalgebied, in het gebied Brussel-Hoofdstad of in een land van de Europese Economische Gemeenschap.

Art. 7. Er kan in aanvullende toepassingsvoorwaarden voor de inbreng worden voorzien, volgens nadere regels die vast te stellen zijn bij een overeenkomst die met de Executieve wordt gesloten.

Art. 8. De verplichtingen die uit dit besluit voortvloeien, maken het voorwerp uit van een overeenkomst die wordt gesloten tussen de Executieve en de externe instelling. Die overeenkomst wordt bij het vergunningsbesluit gevoegd.

Art. 9. Elk jaar, uiterlijk binnen de twee maanden volgend op de verjaardag van de vergunning, deelt de instelling aan de Executieve een verslag mede waaruit kan blijken of voldaan is aan de bepalingen van de artikelen 5, 6 en 7.

Art. 10. Bij tekortkoming aan de voornoemde bepalingen, voorziet de tussen de Executieve en de externe instelling gesloten overeenkomst in de nadere regels voor het ter beschikking stellen in een « Filmfonds » en « Fonds voor televisieproduktie », zoals bedoeld in titel IV, hoofdstuk III, artikel 66, 09 en 31, van het decreet van 17 juni 1988 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1988, van het deel van de inbreng dat niet werd gebruikt overeenkomstig de in de artikelen 5, 6 en 7 bepaalde voorwaarden.

Art. 11. Bij tekortkoming aan de bepalingen van dit besluit, wordt een enkele waarschuwing gericht tot de externe instelling bij aangetekende brief.

Indien na verkoop van twee maanden te rekenen vanaf de waarschuwing, de externe instelling haar verplichtingen nog steeds niet heeft vervuld, kan de vergunning door de Executieve voor een periode van drie maanden worden opgeschort, na advies van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector.

De opschorting wordt automatisch opgeheven zodra de externe instelling het bewijs levert dat ze haar verplichtingen vervult. De met redenen omklede beslissing van de Executieve wordt bij aangetekende brief aan de externe instelling gericht.

Indien de oorzaken van de opschorting niet op het einde van de opschortingsperiode verdwenen zijn, kan de Executieve, na het advies van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector te hebben ingewonnen, de vergunning intrekken. Deze met redenen omklede beslissing wordt bij aangetekende brief aan de externe instelling gericht.

Art. 12. De Executieve, tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 22 december 1988.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 558 (88-2236)

30 NOVEMBER 1988. — Decreet tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die van de Vlaamse Gemeenschap afhangen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 24 december 1988 moet in de Nederlandse tekst van het genoemde decreet op bladzijde 17631 de volgende verbetering worden aangebracht :

— in artikel 6 moet na de 7e regel worden toegevoegd :

3° schepen van een agglomeratie of federatie van gemeenten : 1, 2 of 3 dagen per maand;